



F O R A G E N VISIONS

Une vision pour le Canada – Faire des Canadiens et Canadiennes le peuple ayant le plus haut niveau de santé au monde



*John Oliver, président,
Maple Leaf Bio-Concepts*

« Nous voulons faire des Canadiens et Canadiennes les citoyens qui jouissent de la meilleure santé et de la meilleure qualité de vie sur la planète », affirme John Oliver, président de Maple Leaf Consulting et membre du conseil d'administration de Gestion Foragen Technologies Inc. Il fait allusion à une initiative que lui et Murray McLaughlin ont lancée il y a quelques mois et qui, espèrent-ils, accroîtra la sensibilisation à l'agriculture comme « génératrice de solutions » pour la société. Il ajoute qu'il croit que l'agriculture est un des fondements essentiels d'une société en bonne santé.

Si la tendance se poursuit, les perspectives pour le Canada sont très sombres. Les coûts écrasants des soins de santé, la diminution de la qualité de vie due à la maladie et à un lourd fardeau fiscal, ainsi qu'un environnement sur lequel planent de nombreuses menaces, pourraient très bien compromettre le statut de nation fort enviée du Canada. Pourtant, M. Oliver est optimiste. Il affirme : « Nous avons une vision pour le Canada. Nous voyons notre pays comme un chef de file mondial dans le domaine de l'amélioration de la santé humaine, animale et environnementale. Cela nécessitera l'application, dans l'agriculture et les sciences biologiques, d'innovations aux chapitres de la recherche, de la technologie et de la société. » M. Oliver fait remarquer que, pour réussir, il faudra revoir diverses politiques gouvernementales. « Si une meilleure nutrition est l'objectif principal, il faut néanmoins tenir compte des politiques portant sur tous les secteurs

d'activité. Il nous faut accorder une attention particulière à celles qui touchent aux pratiques et à la recherche agricoles, car elles peuvent avoir un effet positif considérable sur l'alimentation et la santé et réduire l'empreinte de notre industrie sur l'environnement. »

John Oliver souligne qu'il ne saurait être question de retarder plus longtemps ce remodelage de l'approche canadienne. Fort conscient que le temps ne joue pas en notre faveur, il explique : « Nous devons commencer dès maintenant à hiérarchiser les mesures que devraient prendre les différents intervenants en vue d'améliorer la nutrition et le régime alimentaire du peuple canadien. Les avantages implicites sont, bien entendu, une population en meilleure santé et une capacité accrue de juguler l'augmentation des coûts des soins de santé. »

Il faut que ces avantages se concrétisent rapidement.



foragen

Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'impact de l'épidémie d'obésité sur les maladies non transmissibles comme les affections cardiovasculaires, le diabète de type 2 et le cancer menace de submerger les systèmes de santé, non seulement au Canada, mais dans de nombreux pays industrialisés. La nécessité de prévenir et de maîtriser l'obésité est bien établie. Les données disponibles montrent que les répercussions économiques de l'obésité sur le système de santé canadien sont considérables.

Les dépenses de santé publique exprimées en pourcentage des recettes totales des gouvernements provinciaux et territoriaux devraient passer de 31 % qu'elles étaient en 2000 à 42 % en 2020.* Compte tenu de l'inflation, cela représente une augmentation de 58 % des dépenses de santé par habitant, alors que les dépenses par habitant pour tous les autres services gouvernementaux augmenteront de 17 % durant la même période.* Le coût total de la prestation de soins de santé au Canada pour les dix prochaines années est évalué à 1,4 billion de dollars.

Le rapport Lalonde de 1974 *Nouvelle perspective de la santé des Canadiens* avançait l'idée que la santé et le bien-être de la population canadienne ne dépendent pas uniquement sur le système de soins de santé. Il soulignait la nécessité d'adopter des modes de vie plus sains et une approche plus consciencieuse à l'égard du milieu social et physique dans lequel la population vit. Trente ans plus tard, ce sont toujours là les principaux moyens d'améliorer la santé des Canadiens et Canadiennes et de réduire les coûts des soins de santé.

Selon Santé Canada, les maladies cardiovasculaires constituent la première cause de décès au Canada. Ce sont aussi les affections qui coûtent le plus cher et qui mettent donc le plus à contribution le système national de soins de santé.

Les spécialistes de la santé ont prouvé que le principal facteur d'augmentation du risque de maladies cardiovasculaires est la consommation d'acides gras saturés et d'acides gras trans qui se trouvent généralement dans les graisses végétales hydrogénées, dans des margarines, des craquelins, des biscuits, des grignotines et dans d'autres aliments. Malheureusement, malgré l'avalanche d'information sur les risques que présentent ces produits, des Canadiens et Canadiennes continuent d'en consommer tous les jours.

La promotion des modifications du régime alimentaire s'effectue sur trois plans : la production, l'offre et la publicité qui crée et soutient la demande des consommateurs. Le défi qui se pose est d'offrir à la population canadienne des choix d'aliments plus sains et de les encourager à choisir des aliments qui sont susceptibles d'améliorer leur santé.

Afin de protéger les citoyens contre les risques des régimes alimentaires riches en graisses, Santé Canada et la Food and Drug Administration aux États-Unis exigent que les fabricants de produits alimentaires indiquent clairement sur les étiquettes la teneur totale en graisses saturées ainsi que la teneur en gras trans de leurs produits. Ces exigences d'étiquetage auront force de loi à compter de janvier 2006, mais l'étiquetage ne suffit pas. Les Nord-Américains ont une prédilection pour les aliments riches en gras dommageables pour la santé et semblent peu enclins à les remplacer par d'autres types d'aliments.

Fournir de meilleurs aliments, plus nutritifs, est l'affaire de tous les

intervenants du secteur agroalimentaire, des chercheurs aux détaillants, en passant par les producteurs, les transformateurs, les fabricants et les professionnels du négoce agricole. Heureusement, la recherche agricole demeure centrée sur la recherche de solutions de rechange aux « mauvaises » huiles. Par exemple, une huile de canola élaborée à partir d'une nouvelle variété de canola créée et cultivée au Canada ne contient pratiquement aucun gras trans et a la plus faible teneur en gras saturés de toutes les huiles sur le marché. L'utilisation répandue de ce produit « bon pour le système cardiovasculaire » pourrait entraîner une importante réduction de la quantité de gras trans et saturés que consomme la population canadienne.

D'autres huiles, comme celles tirées du lin, font aussi l'objet de nombreuses recherches. L'huile de lin a notamment pour avantage de faire baisser les taux de cholestérol (LDL en particulier) et de triglycérides sanguins (principale forme de graisse dans les aliments) ainsi que la pression artérielle. Des études récentes ont également fait ressortir l'effet positif de l'huile de lin chez les personnes souffrant de colite et de la maladie de Crohn.

Malgré les avancées considérables accomplies en matière d'amélioration de la santé au Canada, il est nécessaire de faire davantage de recherche sur les produits agricoles, les aliments et les constituants alimentaires à base de plantes susceptibles de prévenir les maladies. « Nous devons saisir cette occasion d'accroître la richesse des

ressources agricoles au Canada », indique John Oliver.

Il reconnaît toutefois qu'il faudra les efforts concertés de nombreux intervenants pour accomplir cet exploit. Pour améliorer la santé de la population canadienne, les gouvernements, le secteur privé, les professionnels de la nutrition et de la santé, l'industrie alimentaire, les agronomes et de nombreux autres experts et intervenants doivent se donner un mandat commun grâce

auquel ils pourront gérer un programme cohérent, efficace et multidisciplinaire permettant de doter la population canadienne d'un meilleur régime alimentaire. « Avec le temps et en travaillant ensemble, nous pourrions devenir les fournisseurs de solutions », conclut-il.

L'approche proposée par *Agrivision* nécessite une stratégie audacieuse qui établit la façon dont les intervenants pourront travailler ensemble à la création des conditions qui assureront aux industries agricole et alimentaire un

avenir rentable et une compétitivité à l'échelle internationale, tout en contribuant à améliorer l'environnement, ainsi que la nutrition et la santé de la population canadienne. Il s'agit d'un objectif ambitieux qui demande courage et détermination, mais qui promet un meilleur avenir pour les Canadiens et Canadiennes.

* Conference Board du Canada
The future cost of health care in Canada, 2000 to 2020 –
Balancing Affordability and Sustainability,
333-01 Detailed Findings. Par Glenn G. Brimacombe,
Pedro Antunes et Jane McIntyre

Message du président



Dr. Murray McLaughlin Ph.D. ; P.Ag.

Il y a quelque temps, je discutais avec John Oliver, membre du conseil d'administration de Foragen Technologies, des sombres perspectives du Canada en matière de soins de santé. Nous en sommes venus à la conclusion que l'origine de nombreuses maladies courantes, comme les affections cardiovasculaires, le diabète, le cancer et la bronchopneumopathie chronique obstructive, réside dans le mode de vie et, plus particulièrement, le régime

alimentaire que nous adoptons. Or, ces maladies ont pris une ampleur inquiétante. Par exemple, le site web de la Société canadienne du cancer nous informe qu'un Canadien sur trois sera atteint du cancer au cours de sa vie et que seulement la moitié des personnes touchées y survivront à long terme. Qui plus est, les experts prédisent que le nombre de nouveaux cas de cancer diagnostiqués annuellement augmentera de 60 % au cours des vingt prochaines années.

Les maladies cardiovasculaires, le diabète et le cancer représentent un fardeau annuel de plus de 55 milliards de dollars pour l'économie canadienne. Il s'agit de la plus importante composante du coût des soins de santé au Canada et c'est celle dont la croissance est la plus rapide. Selon certains experts, le coût du système de santé publique au Canada atteindra 1,4 billion d'ici 2015. Il est clair que notre économie ne peut soutenir un tel fardeau.

Sur son site web, la Société du cancer fait valoir un point important : « Nous ne pouvons rien faire pour empêcher le vieillissement de la population canadienne, pas plus que nous n'avons de pouvoir sur l'accroissement de la demande en soins liés au cancer qui nous attend dans un avenir rapproché. Nous pouvons néanmoins intervenir sur les risques de cancer par la prévention... ». La modification du régime alimentaire est l'un des moyens les plus simples et efficaces de prévenir ces maladies chroniques ou de réduire leur impact.

John Oliver et moi avons consacré nos carrières respectives à la promotion de la recherche scientifique en agriculture. Nous nous sommes penchés sur les problèmes concernant l'agriculture, la production alimentaire

The logo for Foragen, featuring the word "foragen" in a lowercase, sans-serif font. A green curved line arches over the letters "o" and "r".

et la création de produits à valeur ajoutée issus de l'agriculture. Ce faisant, nous sommes devenus des partisans de l'élaboration d'aliments « sur mesure » comprenant des composés enrichis qui favorisent le mieux-être et offrent des éléments nutritifs donnés en quantités thérapeutiques.

Nous croyons qu'une condition importante pour trouver des solutions à nombre des défis que devra relever notre société est notre capacité de saisir la valeur réelle de nos produits agricoles et d'en tirer pleinement parti. Cette conviction constitue le fondement d'une nouvelle initiative – une *Agrivision pour un plan d'action*. Nous croyons que cette

initiative pourra contribuer à la création d'un nouveau paradigme pour un avenir meilleur.

Le changement découle d'actions. C'est pourquoi nous avons choisi d'agir. Après avoir lu l'article de fond du présent numéro de *Visions*, vous voudrez peut-être vous joindre à nous.

Réaliser le *potentiel du Canada au XXI^e siècle*

Dans son récent discours prononcé dans le cadre du séminaire Princeton Developments Distinguished Lecture in Finance, Gordon Nixon, président et chef de la direction de RBC Groupe Financier, décrivait les mesures qui pourraient aider le Canada à s'adapter aux mutations économiques et au rééquilibrage planétaire qui pourraient menacer la prospérité future du Canada.

Les moteurs économiques

« Si nous voulons réaliser notre potentiel de société prospère au XXI^e siècle, nous devons comprendre les défis économiques qu'aura à relever notre pays. Mais surtout, nous devons les relever d'une manière qui assure un niveau de vie élevé à tous les Canadiens », déclarait M. Nixon devant un auditoire de la faculté d'administration des affaires de l'Université de l'Alberta. Il poursuivait en affirmant que cette prospérité viendra principalement de nouvelles activités – l'élaboration de nouveaux

produits, la création de nouveaux services et l'adoption de nouvelles approches à l'égard des activités économiques tant nouvelles que traditionnelles. Il prédit que les sciences et la technologie seront plus que jamais les moteurs des économies, et c'est pour cela que des pays des quatre coins du monde investissent de plus en plus dans la recherche et le développement pour repousser les frontières du savoir. Les marchés internationaux ne sont plus acquis aux pays industrialisés. M. Nixon affirme que la mondialisation expose les Canadiens et Canadiennes « à un monde de plus en plus concurrentiel. Des pays comme la Chine, l'Inde, le Brésil et le Mexique ont développé et affiné leurs propres capacités et sont devenus des concurrents plus formidables ».

Les services financiers : des outils de croissance

Gordon Nixon croit que le Canada devra modifier son approche en matière de services financiers afin de ne pas perdre du terrain par rapport à des nations plus dynamiques. « Le Canada doit se doter des services à l'entreprise nécessaires pour soutenir l'entrepreneurship et la création de

sociétés canadiennes concurrentielles sur l'échiquier mondial », soutient-il. La mise en place de services financiers très évolués, concurrentiels à l'échelle mondiale et innovants est essentielle pour stimuler la croissance des entreprises.

M. Nixon souligne les succès qu'a connus RBC dans sa quête de fonds étrangers pour appuyer des entreprises canadiennes, en particulier dans les industries du savoir. Depuis 1999, RBC a aidé 48 nouvelles entreprises de ce secteur à mobiliser plus d'un demi-milliard de dollars. Plus de la moitié de cette somme provenait de l'étranger, ce qui, selon M. Nixon, témoigne bien de la qualité des sciences au Canada. Cela démontre également le rôle positif que peut jouer un porte-parole respecté auprès des investisseurs.

Selon M. Nixon, « une des manières de relever ce défi consiste à faciliter l'accès au capital par une plus grande

variété de partenaires et de modèles. Il faut notamment plus d'innovations financières pour alimenter le développement des sociétés technoscientifiques dans lesquelles les risques sont élevés et les délais de mise en marché peuvent être très longs, et dans lesquelles les cycles de vie des nouveaux produits et services sont plus courts ».

Le transfert de technologie : un défi pour le Canada

Le ratio du revenu de la commercialisation aux dépenses en recherche est environ trois fois plus élevé aux États-Unis qu'au Canada. De plus, la recherche institutionnelle produit aux États-Unis plus de brevets par dollar investi qu'au Canada. Gordon Nixon conseille vivement aux décideurs canadiens de veiller à ce que « les nouvelles connaissances produites ici débouchent sur une commercialisation couronnée de succès au Canada, afin que les emplois et la richesse qui en découlent reviennent aux Canadiens ».

Il soutient que le Canada doit développer un soutien à l'amélioration de son processus de transfert de technologie et il souligne la nécessité d'établir des politiques plus cohérentes et plus faciles à appliquer, régissant la propriété intellectuelle dans nos universités et nos centres de recherche. En même temps, il faut améliorer la participation au capital de risque dans le secteur de la technologie naissante, dit-il, « par de meilleurs modèles de partage des risques entre les secteurs public et privé ».

M. Nixon recommande d'adopter une approche de développement intégrée. Sa vision comprend un système financier qui favorise la croissance, des politiques gouvernementales qui encouragent, facilitent et récompensent la croissance et un système d'éducation qui produit à la fois des chercheurs capables de trouver des idées nouvelles et des professionnels qui ont les compétences en gestion nécessaires pour exploiter avec succès ce potentiel d'innovation.

Selon lui, il existe actuellement un grand besoin de capital de risque de lancement pour de nouvelles entreprises de technologie parvenues aux étapes de la vérification de principes et de l'investissement de démarrage. Il croit que ce financement est crucial pour établir la validité de nouvelles technologies et permettre l'émergence de nouvelles jeunes pousses.

Le modèle RBC

RBC Groupe financier aide les entreprises à couvrir les dépenses liées à la commercialisation de nouveaux produits par l'entremise de sa filiale RBC Technologie Capital de Risque Inc. Cette filiale est centrée sur le financement des entreprises débutantes, à commencer par un capital de démarrage. Elle réunit divers partenariats spécialisés et fournit des services experts aux entreprises en démarrage dans des secteurs comme la biotechnologie, la technologie de l'information, le génie, les sciences physiques et les technologies agroalimentaires. À titre d'exemple, Gestion Foragen Technologies Inc., un des partenaires, détient des portefeuilles et fournit un soutien à la gestion aux entreprises axées sur l'élaboration de nouveaux produits issus de l'agriculture.



Gordon Nixon, président et chef de la direction, RBC Groupe financier

Gordon Nixon souligne qu'il ne suffit pas d'avoir une bonne idée d'entreprise. Ce qui compte surtout, c'est la capacité de concevoir et d'exécuter une stratégie d'entreprise crédible. « Le manque de confiance des investisseurs dans les capacités de gestion des petites entreprises est la principale raison pour laquelle celles-ci ne réussissent pas à trouver le financement qu'elles veulent. » Pour régler ce problème, RBC offre aux entreprises un soutien à la gestion de leur portefeuille. À l'instar de Foragen, tous les membres du partenariat axé sur le secteur des technologies ont de nombreuses années d'expérience et une connaissance approfondie de leur secteur, ce qui se traduit par des avantages certains pour les entreprises bénéficiaires des investissements.

M. Nixon insiste sur le fait que « notre objectif doit être de faire naître une nouvelle génération de sociétés canadiennes, qui ont leur siège social dans ce pays et qui

peuvent créer de bons emplois ici, chez nous, en produisant des biens et des services de valeur qu'elles pourront vendre dans le monde entier. » Cet objectif est à portée de la main si l'accent continue d'être mis sur les éléments clés du développement : des politiques progressistes, un système d'éducation qui fait progresser les compétences, un engagement inébranlable envers le développement de technologies de pointe, l'expansion sur les marchés internationaux,

l'encouragement de l'innovation et le soutien à l'esprit d'initiative des gens d'affaires.

Les Canadiens et Canadiennes disposent de nombreux atouts : des ressources naturelles en abondance, le seul pays du G7 à avoir un excédent budgétaire, un ratio de la dette nette au produit intérieur brut parmi les meilleurs de l'OCDE. Par ailleurs, des politiques d'immigration favorables permettent d'attirer un capital humain précieux au Canada – un pays qui a la réputation d'être un des meilleurs

endroits du monde où vivre et faire des affaires. Comme le souligne Gordon Nixon, en accordant une attention particulière à la promotion du développement des entreprises axées sur le savoir, nous assurerons la réalisation du plein potentiel du Canada en tant que chef de file à l'échelle internationale.

La transcription intégrale de ce discours est affichée à <http://www.rbc.com>

Classement au chapitre de la *compétitivité* mondiale

1. Finlande
2. États-Unis
3. Suède
4. Taïwan
5. Danemark
6. Norvège
7. Singapour
8. Suisse
9. Japon
10. Islande
11. Royaume-Uni
12. Pays-Bas
13. Allemagne
14. Australie
15. **Canada**
16. Émirats arabes unis

La santé et la nutrition au **Canada**

Les Canadiens et les Canadiennes font des choix proactifs pour rester en bonne santé, en modifiant leur régime alimentaire, en réduisant leur niveau de stress et en faisant régulièrement de l'exercice. En conséquence, les consommateurs canadiens sont toujours à la recherche d'aliments à base de produits naturels qui leur offrent des avantages supplémentaires sur le plan de la santé (nutraceutiques) pour guérir des maux courants et prévenir les maladies chroniques.

Santé Canada (1998)¹ définit un aliment fonctionnel comme un aliment qui :

- est semblable en apparence aux aliments conventionnels;
- fait partie de l'alimentation normale;
- procure des bienfaits physiologiques démontrés et (ou) réduit le risque de maladie chronique au-delà des fonctions nutritionnelles de base.

Par exemple, des tomates à teneur accrue en lycopène et des aliments auxquels ont été ajoutées des fibres solubles sont des aliments fonctionnels.

La définition d'un produit de santé naturel comporte deux composantes : l'une fonctionnelle et l'autre ayant trait à la substance. La composante « fonction » renvoie aux substances fabriquées, vendues ou présentées comme pouvant servir :

- au diagnostic, au traitement, à l'atténuation ou à la prévention d'une maladie, d'un désordre, d'un état physique anormal, ou de leurs symptômes chez l'être humain;
- à la restauration ou à la correction des fonctions organiques chez l'être humain; ou
- à la modification des fonctions organiques chez l'être humain de manière à maintenir ou promouvoir la santé.

La composante « substance » renvoie aux produits disponibles sous forme posologique et comprenant une ou plusieurs des composantes suivantes :

- Une plante ou matière végétale, une algue, une bactérie, un champignon ou une matière animale autre qu'une matière provenant de l'humain;
- Une vitamine, un acide aminé ou un acide gras essentiel;

- Un duplicat synthétique d'une des substances précédentes;
- Un minéral;
- Un probiotique.

Les gouvernements, le secteur agroalimentaire et le milieu de la recherche se montrent enthousiastes à l'égard de la possibilité qu'offrent les produits nutraceutiques et les aliments fonctionnels d'améliorer la santé de la population, d'aider les producteurs agricoles à diversifier leur production et de contribuer à accroître les ventes de produits à valeur ajoutée dans les marchés à créneaux³. On estime que la demande actuelle au Canada pour ce type de produits est de 1 à 2 milliards de dollars canadiens⁴ par année.

En 2003, Agriculture et Agroalimentaire Canada a parrainé une enquête auprès de 576 entreprises⁵, qui a fourni les tout premiers renseignements sur les entreprises canadiennes exerçant des activités reliées aux aliments fonctionnels et produits nutraceutiques, un nouveau segment



foragen

du secteur canadien des sciences de la vie. Les résultats saillants de cette enquête sont les suivants :

- Les entreprises canadiennes consultées se concentraient principalement dans les quatre secteurs suivants : la production ou la mise à niveau de produits, la fabrication de produits de consommation, la recherche scientifique et le développement et le commerce de gros.
- Les recettes liées à la vente d'aliments fonctionnels et de produits nutraceutiques d'environ 17 % des entreprises s'élevaient à au moins 10 millions de dollars en 2002. Plus de la moitié de toutes les entreprises ont exporté des aliments naturels et des produits nutraceutiques en 2002.
- Un peu plus des trois quarts de ces entreprises exportaient aux États-Unis. Le Japon se situait au deuxième rang des marchés d'exportation, suivi par la Corée du Nord et la Corée du Sud, Taïwan, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, la Région administrative spéciale de

Hong Kong et la République populaire de Chine.

- Ce jeune secteur présente un potentiel de croissance considérable sur le plan des recettes d'exportation. Environ 11 % des entreprises ont dit avoir des recettes d'exportation d'aliments fonctionnels et de produits nutraceutiques de plus de 5 millions de dollars; 18 % faisaient état de recettes de 1 à 5 millions de dollars, alors que la majorité (70 %) affichait des recettes inférieures à 1 million de dollars.
- Environ 27 % des entreprises signalaient que les produits générant le plus de recettes étaient ceux destinés au « bien-être général ». Quelque 17 % des entreprises mentionnaient les produits visant la santé cardiovasculaire et 11 %, ceux visant le système immunitaire.

La Saskatchewan constitue un excellent exemple des perspectives de développement d'aliments fonctionnels et de produits nutraceutiques. Cette province présente un secteur en pleine croissance de fabrication d'ingrédients alimentaires fonctionnels et de produits de santé naturels exportés à l'échelle mondiale.

On y estime que les ventes annuelles dans ce secteur, qui regroupe une trentaine d'entreprises, sont de 50 à 60 millions de dollars⁶. L'éventail de produits est varié et comprend des acides gras essentiels et des extraits de matières végétales ou animales destinés à la vente sur les marchés des aliments fonctionnels, des produits de santé naturels, des soins personnels et des aliments et suppléments alimentaires pour animaux de compagnie.

Source : Ag-West Bio Inc. Site web <http://www.agwest.sk.ca>

- 1 Santé Canada, 1998. Document de politique sur les produits nutraceutiques/aliments fonctionnels et sur les allégations relatives aux effets des aliments sur la santé. http://www.hc-sc.gc.ca/food-aliment/ns-sc/ne-en/health_claims-allegations_sante/f_nutra-funct_foods.html
- 2 Santé Canada, Règlement sur les produits de santé naturels http://www.hc-sc.gc.ca/hpfb-dgpsa/nhpd-dpsn/overview_nhp_regs_f.html
- 3 Agriculture et Agroalimentaire Canada, Aliments fonctionnels et nutraceutiques. http://www.agr.gc.ca/mish/fb-ba/nutra/index_f.php
- 4 Scott Wolfe Management, mars 2002. Avantages potentiels des aliments fonctionnels et des produits nutraceutiques pour l'industrie agroalimentaire au Canada.
- 5 Agriculture et Agroalimentaire Canada, 2003. Enquête sur les aliments fonctionnels et les nutraceutiques. <http://www.statcan.ca/Daily/Francais/031006/q031006c.htm>
- 6 Saskatchewan Nutraceutical Network, 2002. The Saskatchewan Industry

Investissements de Foragen dans le secteur des nutraceutiques et des aliments fonctionnels pour les humains et les animaux

Cevena (www.cevena.com)

Voir le bulletin Foragen Visions vol. 2, n^o 1

Une entreprise spécialisée dans la production de bêta-glucane issu de l'orge et de l'avoine. Une technologie pour la santé cardiaque.

CreAgri (www.creagri.com)

Une entreprise produisant l'HYDROX^{MC}, issu de l'hydroxytyrosol des olives. Propriétés anti-inflammatoires.

MCN Bioproducts

(www.mcnbioproducts.com) Voir le bulletin Foragen Visions vol. 1, n^o 1

Une entreprise spécialisée dans le fractionnement de la farine brute de canola dans le but d'améliorer les aliments pour animaux et poissons.

Radiant Technologies (www.radiantinc.com)

Voir le bulletin Foragen Visions vol. 2, n^o 2

Une entreprise spécialisée dans la transformation efficace des produits naturels au moyen d'une nouvelle gamme de technologies d'extraction.



foragen

L'ÉQUIPE DE FORAGEN

Outre ses 4 employés à temps plein, Foragen a un Conseil d'administration et une équipe de consultation scientifique ainsi que des stagiaires qui travaillent dans nos trois régions.



Dr. Murray McLaughlin Ph.D. ; P.Ag.



Roger Laurent Bernier, Ph.D. ; P.Ag.



Armand Lavoie MBA. ; P.Ag.

*Nouvelle adresse de
Roger Bernier, Ph.D. :*

69, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec)
CANADA H2X 1X2

*Le reste de ses coordonnées
sont inchangées.*

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE FORAGEN

Pièce maîtresse de notre équipe, il fournit conseils et directives en matière de gestion des affaires, d'investissements et de stratégies.

Susan Smith, RBC Capital de risque,
Ontario

René Douville, RBC Capital de
risque, Ontario

John Oliver, Maple Leaf
Bio-Concepts

Janet Wightman, Investment
Saskatchewan

Murray Mucha, Investment
Saskatchewan

Michel Charlebois, SGF-SOQUIA,
Quebec

Bertrand Venne, SGF-SOQUIA,
Québec

Jacques Goulet, Ph.D., Université
Laval, Québec

L'ÉQUIPE DE CONSULTATION SCIENTIFIQUE (ECS)

Élément clé de notre équipe Foragen, elle fournit des conseils avisés dans les domaines du secteur agroalimentaire susceptibles d'offrir des occasions d'investissement, des contacts pour les investissements en cours et des interventions stratégiques pour notre portefeuille actuel.

Larry Milligan, Ph.D.,
professeur, Université de Guelph

Alan Wildeman, Ph.D.,
vice-président pour la recherche,
Université de Guelph

Ralph Hardy, Ph.D., président
du NABC (Conseil national
agricole en biotechnologie)

Deborah Buszard, Ph.D.,
doyenne, Collège MacDonald
de l'Université McGill

Lorne Babiuk, Ph.D., directeur
administratif, VIDO (Organisation
des maladies vétérinaires
infectieuses)

Wilf Keller, Ph.D., directeur,
CNRC - Institut de biotechnologie
des plantes

Roger Wyse, Ph.D., Burrill
& Company

Publié pour:
Gestion Foragen Technologies Inc.
par The Signature Group, 25 Pony Trail,
Riverside Estates SK S7T 1A2

foragen